

Bretton Woods acte II : une gouvernance mondiale

Le sommet de Washington ne doit pas se cantonner aux seuls dérèglements financiers

Cette année aura été une incroyable année de rupture. Pas seulement à cause de l'exacerbation de la crise financière et de sa propagation vers l'économie réelle, mais aussi parce que trois événements majeurs la marqueront à jamais. En premier lieu, ce fut l'échec du cycle de Doha. Au-delà des raisons invoquées, c'est un véritable refus des règles du commerce international telles qu'elles ont été imaginées par le monde occidental.

Deux autres phénomènes bouleversent le paysage : l'incroyable volatilité des marchés énergétiques et des matières premières agricoles rend difficile une croissance économique mondiale forte tout simplement parce que le monde ne peut fonctionner au jour le jour. Enfin, la fin de l'année 2007 et cette année ont vu apparaître le débat-clé des années à venir, celui du contrôle des entreprises et en réalité celui de la liberté des capitaux, à travers la discussion encore marginale sur les fonds souverains.

Cette année aura donc été celle de la remise en cause du fonctionnement des trois grands marchés : du commerce, des capitaux, des ressources rares. Et ces trois marchés sont complètement reliés entre eux. C'est la raison pour laquelle le nouveau Bretton Woods, expression unique-ment destinée à souligner le caractère global et ambitieux de la négociation qui doit s'instaurer, mettra sur la table de façon

Christian de Boissieu

Président du Conseil d'analyse économique

Jean-Hervé Lorenzi

Président du Cercle des économistes

articulée et cohérente les grandes composantes du nouvel accord mondial.

Bien entendu, en premier lieu, il faut poser les bases de la nouvelle architecture financière avec deux objectifs majeurs. Tout d'abord apporter des réponses claires et cohérentes entre elles aux principaux défis soulevés par la crise financière en cours, qu'il s'agisse du fonctionnement des agences de notation, des normes comptables, du retour dans le champ de la réglementation d'un certain nombre d'opérateurs qui y échappent, de l'amélioration des règles prudentielles appliquées aux institutions financières et de leur supervision, du code de conduite à destination des fonds souverains, du système de rémunération et d'incitation dans la finance.

Puis redéfinir le rôle de FMI, en le centrant sur la gestion des crises bancaires et financières de nature systémique, en coopération étroite avec les banques

centrales et les gouvernements. Cela suppose de lui conférer des moyens en proportion, sans doute des compétences réglementaires propres tout en affirmant que l'essentiel des pouvoirs réglementaires et de supervision vont, pour des arguments de proximité et de souveraineté, rester de la compétence nationale (et, en plus, communautaire pour les pays de l'Union européenne).

On le voit déjà, ce nouveau Bretton Woods aura une dimension bancaire et financière, qui le distingue déjà du Bretton Woods original de 1944-1945, très orienté sur les questions monétaires. On peut toujours rêver à la transition inverse de celle de mars 1973 et à repasser des changes flottants à des changes plus stables. Mais il n'y a rien à attendre de ce côté-là pour au moins les cinq ou dix prochaines années, alors qu'une meilleure gouvernance bancaire et financière ne peut attendre.

Souci de croissance

Il s'agira aussi de négocier l'équilibre énergétique mondial et, à travers cela, l'évolution du prix du Brent et les marges de fluctuations acceptables pour une croissance équilibrée. Il faudra également se concerter sur l'investissement en production agricole, et c'est peut-être le point le plus vital pour les toutes prochaines années, à réaliser à l'échelle mondiale et de la même manière s'efforcer d'avoir un système de prix rationnel et compati-

ble avec ce même souci de croissance. Sans oublier de définir les règles de la propriété du capital, c'est-à-dire ce qui est jugé acceptable par les uns et par les autres, comme prises de contrôle d'entreprises par des non-résidents.

Enfin, la récession qui s'installe rendra nécessaire des plans de soutien importants, au moins pour la moitié de l'économie mondiale. Encore faut-il que nous soyons d'accord pour que les politiques monétaires et budgétaires menées par les uns et les autres n'entraînent pas des évolutions incontrôlées des taux de change, ce qui ne ferait que compliquer l'équation à résoudre. Le G8 élargi va préparer une rencontre mondiale mettant à plat tous ces problèmes liés entre eux avec un effet attendu et un objectif principal. L'effet serait que la seule annonce de cette conférence contribuerait vraisemblablement à une stabilisation des marchés financiers enfin rassurés sur la gouvernance économique mondiale.

Un objectif, celui de faire de 2009 la première année d'un cycle de croissance réaliste parce que fondé sur la reconnaissance d'un équilibre inédit dû à la nouvelle répartition des richesses et des liens qui associent de manière inextricable les différentes facettes des marchés. L'hôte de cette rencontre pourrait être le FMI, sachant qu'à la fin du processus, les organes de régulation économique et financière mondiaux adaptés à la nouvelle donne seraient largement refondés. ■

Le livre
du jourRécit poignant
d'une policière

Raconter ses souvenirs de flic est devenu un genre très prisé. L'éditeur Michel Lafon a, dans ce domaine, ouvert une sorte de collection. Après *Gardien de la paix*, de Frédéric Péchenard, directeur général de la police nationale, voici, comme un second tome, *Flic, tout simplement*, de Martine Monteil, ex-directrice centrale de la police judiciaire. Même présentation, agrément

Flic, tout simplement
Martine Monteil

Michel Lafon. 300 pages, 18,95 €

tée de trois citations d'illustres penseurs en introduction, même dédicace – « *aux femmes et aux hommes de la police nationale...* » –, même plume journaliste. Après tout, nègre de flic est une spécialité comme une autre.

Mais Martine Monteil est une femme, ça change tout. Toute sa carrière, la « patronne » de la PJ a défriché un maquis longtemps réservé aux hommes. Un milieu pas « *trop* » sexiste, dit-elle, mais où « *l'on pardonne moins aux femmes qu'aux hommes en cas de dérapage* ». « *La seconde chance*, souligne-t-elle, *varie selon qu'on est en jupon ou en pantalon*. » Dans le premier cas, il n'y en a pas. Elle le constatera, non pas à ses dépens, mais à ceux d'une collègue, qui eut le malheur de céder aux pots, trop nombreux au point d'avoir un accident de la circulation. Résultat : elle a été mutée au tribunal de police, pendant plus de vingt ans. « *Cela revient à dire qu'elle a été cassée. Elle n'a jamais été rattrapée, elle n'a jamais pu rebondir (...). C'est ce que l'on aurait fait pour un homme.* »

Sans doute, Martine Monteil, issue d'une dynastie policière, possédait-elle un petit avantage sur ses paires : petite-fille, fille et épouse de policiers, elle connaissait

L'Europe dans un angle mort

La réponse de l'Union à la crise a été une juxtaposition de plans nationaux, sans aucune stratégie

La crise naît le 9 août 2007, lorsque la Banque centrale européenne (BCE) injecte 95 milliards d'euros de liquidités sur les marchés, alors que BNP Paribas gèle trois sicav en l'absence de valeur des subprimes qu'elles contiennent. Ces injections mettent le malade sous perfusion et la BCE gagne en crédibilité. Pourtant, au-delà de la politique monétaire, elle aurait dû alerter les gouvernements pour qu'ils prennent les mesures nécessaires afin d'enrayer le mal et empêcher qu'une crise de liquidités ne se transforme en une crise de solvabilité. La BCE a ensuite tardé à baisser les taux d'intérêt.

Lorsqu'en mars le Parlement européen organisait un débat pour préparer le Conseil européen d'avril consacré à ces questions, le commissaire responsable, l'ancien ministre des finances irlandais, Charlie McCreevy, préféra assister à des courses hippiques... Mais la conception qu'a Manuel Barroso de son rôle est aussi en cause. Plutôt que d'être la sève communautaire, il l'a théorisé comme une feuille morte baladée au gré des désirs du Conseil : la Commission ne doit proposer que ce que les Etats membres souhaitent.

L'organisation de la Commission produit un angle mort pour appréhender cette crise, les questions macro-économiques et relatives aux marchés financiers dépendant de deux commissaires différents. Au Parlement européen, dès octobre 2006 nous invitions la Commission « *à porter une attention plus grande à l'impact du comportement des marchés financiers sur la situation macro-économique de la zone euro* ».

Parce qu'il ne fallait pas casser le moral des ménages, moteur de la croissance, et qu'il était plus facile de ne pas monter au front, les gouvernements laissent la BCE

Pervenche Berès

Présidente de la Commission économique
et monétaire du Parlement européen

intervenir seule. Ils adoptent des feuilles de route sur les enseignements de la crise qui ne portent pas sur la pollution des subprimes, dont le traitement est laissé à des appels à la transparence des banques. Or, elle est contraire aux règles du marché car elle obligerait les acteurs individuellement à prendre des risques de réputation et de projections auto-réalisatrices. La transparence ne pouvait exister qu'avec des vérifications sur pièce et sur place dont aucune autorité n'avait les moyens.

Au printemps, le FMI publie des chiffres en baisse sur la croissance en Europe au moment où les ventes de voitures chutent en Allemagne. Une sainte alliance s'organise alors entre l'exécutif européen et la BCE pour juger ces chiffres sous influence américaine et trop pessimistes. On passe d'une optimisation des anticipations à un déni de réalité.

A la suite d'une grave erreur d'appréciation de l'administration Bush, le mal a explosé et l'œuf pourri des subprimes fait tourner la mayonnaise de la finance mondiale, entraînant avec cette explosion des conséquences économiques et sociales considérables. La décision de laisser tomber le 15 septembre Lehman Brothers a provoqué une crise systémique qui devrait marquer l'acte de décès de l'ère Reagan-Thatcher.

En Europe, dans cette nouvelle phase de la crise, le premier réflexe aura été le sauve-qui-peut de l'Irlande. Ce pays, qui sans l'euro serait aujourd'hui dans la situation de l'Islande, décide de garantir l'intégralité des dépôts de ses banques, provoquant

un déplacement massif d'épargne de déposants britanniques. Angela Merkel, de son côté, commence par refuser tout plan de soutien européen des banques, dans un réflexe pavlovien qui consiste à penser que dès que l'on parle d'une coopération, on va demander à l'Allemagne de payer.

Après avoir laissé Nicolas Sarkozy seul face au refus allemand au G4, Gordon Brown a présenté son propre plan trois jours plus tard et l'a fait endosser par l'Eurogroupe des chefs d'Etat et de gouvernement le 12 octobre. En tant qu'ancien ministre des finances de la principale place financière d'Europe, il sait de quoi il

cela que les banques ont refusé la première version de son plan et obligé l'Etat à leur proposer des prêts et non des plans de participation. On a aujourd'hui un plan massif de soutien des banques voté à la hâte par le Parlement sans contrepartie sur la stratégie qu'elles mettront en œuvre pour l'investissement à long terme et le développement durable, le soutien aux PME, les rémunérations, l'activité dans les paradis fiscaux ou la distribution de dividendes. L'autre risque, c'est que la pression pour la réforme s'évapore avec une relative stabilisation des marchés et l'argument que toute réforme d'ampleur risquerait de casser des économies en berne.

Face à cette crise, Nicolas Sarkozy avait refusé d'écouter ceux qui lui disaient d'inscrire ces questions parmi les priorités de la présidence française. Héros de la lutte contre le capitalisme, il n'a pourtant pas hésité au soir de son élection à faire la fête au Fouquet's avec ses amis du CAC 40 avant de s'envoler pour Malte, paradis fiscal bien identifié. Pour anticiper l'entrée de la crise, il s'était jusque-là contenté de redorer le blason de Gordon Brown, dont le modèle est parmi les plus ébranlés, en acceptant de participer à un G4 à Londres en janvier excluant toute gestion européenne de la crise et donnant raison à Londres sur les fonds spéculatifs.

Finalement, la réponse européenne à la crise bancaire aura été des plans nationaux juxtaposés. Une Commission ambitieuse devrait piloter la mise en œuvre de ces plans pour qu'ils soient utiles à une stratégie européenne. L'Europe peut donner le meilleur d'elle-même, la capacité de définition des règles, ce *soft power* des temps modernes dont la mondialisation a besoin. Pour cela, la Commission doit reprendre des couleurs, c'est l'un des enjeux majeurs des prochaines échéances européennes. ■

Nicolas Sarkozy paraît tenté
de jouer à un Monopoly
d'Etat pour faire et défaire
le capitalisme français

parle et peut marier l'impératif politique d'agir et la maîtrise des mécanismes à l'œuvre. Gordon Brown a aidé Nicolas Sarkozy parce qu'il en avait besoin pour donner à son plan de sauvetage de la City de Londres une chance.

Nicolas Sarkozy, qui a installé Jean-Claude Trichet au rang de chef d'Etat et de gouvernement, paraît tenté de jouer à un Monopoly d'Etat pour faire et défaire le capitalisme français, après les industries et les médias, au gré de ses humeurs et de ses amitiés. C'est sans doute aussi pour